



## Réforme du livret A

# Toujours moins pour ceux qui ont moins...

Nicolas Galapidès, membre élu pour Sud PTT du CA de La Poste, est un des animateurs du Collectif *Pas touche au livret A*.

**C**réé au siècle dernier pour favoriser l'épargne populaire tout en finançant les logements sociaux et certaines infrastructures publiques, le Livret A est aujourd'hui détenu par près de 46 millions d'usagers de tous âges, de toutes nationalités et sur tout le territoire français. Garanti par l'Etat qui prélève à ce titre une commission confortable (près de 50 milliards d'euros en 15 ans), il assure un taux d'intérêt aux épargnants qui est aujourd'hui de 3,5 %, son plus haut niveau depuis 1998. Les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignation (indépendante de l'Etat et sous contrôle parlementaire) s'élevaient fin 2006 à 116 milliards d'euros.

Un produit bancaire stable, fiable, populaire et utile, qui dit mieux ?

### ✗ Le principal outil de financement du logement social

Construction de logements sociaux (PLUS) ou très sociaux (PLAI), l'encours global de prêts est inférieur à 90 milliards d'euros alors que le volume d'épargne des livrets A et bleu atteint 140 milliards d'euros, il y a de la marge. Les taux consentis sont inférieurs aux taux offerts par les banques ou ceux des emprunts d'Etat depuis 1990, rares sont en effet les prêteurs qui s'engagent sur 30 à 50 ans.

### ✗ Inclusion bancaire, les banques regardent ailleurs

Outre le financement du logement social, le Livret A permet à tous l'accès à un éventail de services bancaires gratuits, domiciliation de salaire ou d'indemnités et allocations versées par les prestataires sociaux, faculté d'émettre des virements et des chèques de banque gratuits, retrait et dépôt d'espèces à l'aide d'une carte magnétique ou au guichet où les opérations sont acceptées à partir d'1,5 euro. C'est un produit de caisse largement utilisé par les exclus du monde ban-



caire, prêt à les endetter à plus de 18 % sur des crédits revolving mais qui ne veut pas les voir encombrer ses succursales avec leurs poussettes...

Le Livret A pallie en fait aux carences de la loi sur le droit au compte, révisée encore en 2006, qui ne répond pas aux besoins des populations en difficulté financière. Interdits bancaires, sans domicile fixe, étrangers, petits retraités, comptent sur le Livret A pour leur (sur)vie quotidienne.

### ✗ Une privatisation dangereuse et inutile

Se réfugiant derrière Bruxelles et la plainte que la commission instruit pour un conglomérat de banques européennes, le gouvernement rend les armes devant un lobby bancaire avide d'argent frais. Avidité accrue par la crise des crédits hypothécaires qui a grevé les résultats des « champions » de la banque française.

### ✗ 35 milliards d'euros pour les banques

Le projet gouvernemental propose d'autoriser les banques à distribuer le Livret A en gardant 30 % des encours dont elles disposeraient librement, soit un cadeau potentiel de 35 milliards d'euros que les banques ont déjà intégrés dans leurs « business plan ». Les 70 % restants seraient centralisés à la CDC (Caisse des dépôts et consignation).

### ✗ Le marché des pauvres

Côté accessibilité bancaire, le Livret A comme outil d'inclusion bancaire disparaît

trait laissant la place à un « livret d'accessibilité » ou tout autre système impliquant une convention de compte. Quand on sait que bien des guichetiers de La Poste gardent les pièces d'identité de certains de leurs clients les plus défavorisés dans leurs tiroirs, la question sera vite réglée devant le parcours du combattant nécessaire pour ouvrir un « vrai » compte en banque. Le patron du Crédit Agricole se frotte déjà les mains en vantant sa convention de base à 2,80/mois, la moins chère du marché... des pauvres !

### ✗ La résistance s'impose

Issu d'une intersyndicale créée dès les premières turbulences du secteur public et semi public financier (privatisation des Caisses d'Epargne, du Crédit Foncier, etc.), le collectif *Pas Touche au Livret A* s'est créé au début de l'année 2008 pour porter le débat de l'épargne populaire et de son utilité sur la place publique. Rassemblant autour de l'intersyndicale initiale une ribambelle d'associations, de partis de gauche et de défenseurs des droits sociaux, il défend fermement la solidarité à la base du concept du Livret A, vertueux s'il en est puisqu'il ne spolia jamais ses détenteurs tout en assurant des missions d'intérêt général qu'il est facile de qualifier d'impérieuses, n'en déplaise aux commissaires à la concurrence de Bruxelles.

Un calendrier parlementaire serré attend le Livret courant Mars. Le gouvernement, aux ordres des banques et de Bruxelles, va tout faire pour faire passer le projet de loi à la hussarde devant les parlementaires.

C'est tous ensemble, syndicats, associations, épargnants, élus de tous bords qu'il faut résister dans une bataille juste, celle de l'intérêt général. ●

NICOLAS GALAPIDES



## Une campagne au nom de la solidarité Pas touche au livret A !

### PÉTITION

Le Livret A est au service de chacun d'entre nous comme de la collectivité depuis 190 ans. Des plus jeunes aux plus âgés, où que l'on habite sur l'ensemble du territoire national, quelle que soit sa situation financière, le Livret A répond à l'intérêt de ses 46 millions de détenteurs, français et étrangers.

- ✓ Simple et pratique, on y dépose, on y retire ce que l'on veut, quand on veut.
- ✓ Gratuit et accessible à tous sans conditions.
- ✓ Social, il permet à 1,5 millions d'exclus des banques de disposer d'un compte gratuit.
- ✓ Sécurisé, c'est un produit d'épargne garanti par l'état permettant le versement d'un intérêt, net d'impôt, contrairement à un placement en bourse.

✓ Public, les fonds sont centralisés dans une institution 100 % publique, sous contrôle du Parlement : la Caisse des Dépôts et Consignations.

✓ Utile et solidaire, cette épargne a permis de financer les HLM, les écoles, les transports publics...

Le gouvernement veut privatiser le Livret A au profit des marchés financiers contre l'intérêt des 46 millions d'épargnants, des locataires, des mal-logés et des exclus du système bancaire. C'est une attaque directe contre les guichets de la Poste et des Caisses d'Epargne et contre le service public (Caisse des Dépôts et Consignations).

### Retrait du projet de privatisation du Livret A !

Pour signer cette pétition : <http://pastoucheaulivreta.org>.

On trouve aussi sur ce site les dossiers et renseignements afférents à cette campagne.

## Non à la privatisation de l'Épargne Populaire !

Fin décembre, le 1<sup>er</sup> Ministre a annoncé son projet de « généraliser » à toutes les banques européennes la distribution du Livret A, actuellement assurée par la Banque Postale et les Caisses d'Épargne. Il s'agit également de mettre fin à la « centralisation » des dépôts du livret A par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Cette réforme aurait des conséquences sociales et économiques graves et irréversibles pour le pays : elle met en cause la sécurité et la stabilité de l'épargne populaire, elle précarise le financement du logement social, elle menace le principal outil de lutte contre l'exclusion bancaire et elle remet en cause l'implantation sur tout le territoire d'un réseau de service public bancaire et financier accessible à tous...

Il (le livret A) est gratuit et sans risque car il n'est pas investi dans la spéculation, mais dans des missions d'intérêt général. Sa rémunération est régulière et exonérée d'impôts.

La distribution et la gestion du Livret A ouvertes à l'ensemble des banques entraînerait un assèchement progressif de l'encours d'épargne populaire. Les banques chercheront

à décourager les épargnants et à les orienter vers des produits financiers spéculatifs...

Risque majeur pour le financement du logement social : le Livret A a permis le financement de plus de 4 millions de HLM par l'intermédiaire de prêts de très longue durée distribués par la CDC. Depuis 1818 il a financé également la construction de milliers d'écoles, de routes, d'équipements publics... Sans la Caisse des Dépôts, la dispersion de l'épargne contraindrait les organismes HLM et les collectivités locales à emprunter sur les marchés financiers, à des taux plus élevés, pour des durées moins longues et dans des conditions plus difficiles.

Cette réforme va encore aggraver la crise du logement, et compromet la mise en oeuvre du Droit au Logement.

Remise en cause du droit au compte bancaire pour des millions de personnes : précaires, populations immigrées, foyers en difficulté



Manif du DAL à Paris.

PHOTO: M. MIGNEAU

financière, interdits bancaires, petits retraités, le Livret A leur permet l'accès à un compte offrant une carte de retrait, des chèques de banque, virement et opérations de guichet inférieures à 10 €. Ces services sont gratuits, universels, sans discrimination, et accessibles par les réseaux denses des Postes et des Caisses d'Épargne...

Fermeture de bureaux et de guichets, et suppression de

postes, seront aussi au menu des retombées de cette réforme, particulièrement dans les quartiers populaires ou les zones rurales. Nous demandons au Président de la République et au gouvernement :

- ✓ de retirer son projet de réforme du Livret A,
- ✓ de défendre l'intérêt de ce dispositif auprès de la commission européenne,
- ✓ de renforcer les moyens de financement du logement social et les missions sociales de la Caisse des dépôts et consignation. ●

### Déclaration de l'intersyndicale du secteur semi-public économique et financier du 31 janvier (extraits)

Caisse des dépôts et consignation (CFDT, CGT, FO) – Caisse d'épargne (CFDT, CGT, SUD, FO) – La Poste (SUD PTT) – IXIS (CGT)  
Caisse nationale de prévoyance (CGT) – Banque Platine (CGT) – Crédit Foncier (CFDT, CFE/CGC, CGT, FO, SUD)  
Banque de France (CFDT, CGT, FO, SIC, SNABF SOLIDAIRES)...